



Veille mensuelle de la Hongrie

Dans le secteur de la santé

Mars 2023

Ambassade de France en Hongrie
Service économique de Budapest

Budapest, 11 avril 2023
Rédacteur : Magdolna GUCSA
Relecture : Patrick PILLON

HONGRIE

Secteur public

Conflit entre le gouvernement et la Chambre médicale (MOK)

I. L'introduction du nouveau système de garde et la protestation des médecins se poursuivent

Après les comtés de Hajdú-Bihar Győr-Moson-Sopron et Szabolcs-Szatmár-Bereg, le nouveau système de garde unifié est mis en place dans le comté de Borsod-Abaúj-Zemplén à partir du 1er avril. Néanmoins, d'après le Service national des ambulances, responsable de la permanence des soins, environ deux tiers des médecins généralistes des comtés concernés refusent toujours de signer leur nouveau contrat de garde à la demande de la Chambre médicale (MOK). Celle-ci souhaite en effet continuer de mettre la pression sur le gouvernement et protester contre la réforme du système de santé hongrois.

Selon le secrétaire d'État à la santé, Péter Takács, les médecins-chefs du comté peut émettre un ordre qui oblige les médecins généralistes à effectuer les deux gardes requises par mois. Cette affirmation est toutefois contestée par Ágnes Daróczy-Gaál, médecine-avocate et vice-présidente du syndicat hongrois des médecins, car la loi mentionnée par le secrétaire d'État s'applique aux médecins généralistes comme personnes physiques, alors que le bureau gouvernemental a notifié la décision d'infraction aux sociétés qui les emploient.

II. Les trois quarts des médecins ont renouvelé leur adhésion à la MOK

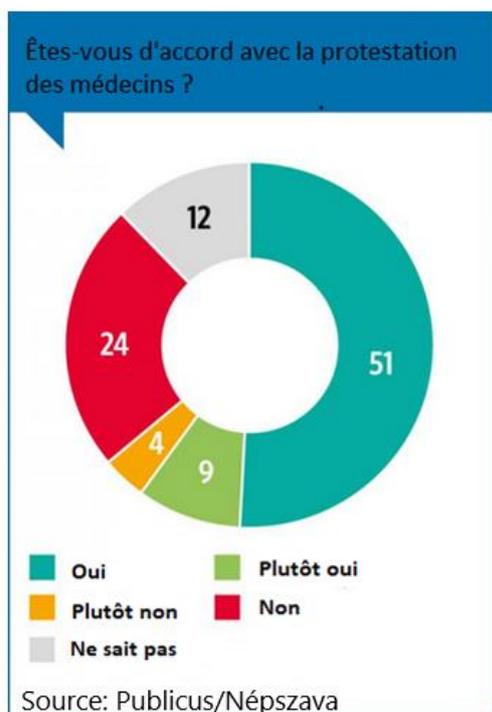
Plus des deux tiers des membres, soit 33 000 médecins, ont manifesté leur intention de rester membres de la MOK. Celle-ci comptait, au moment de la suppression de l'affiliation obligatoire, environ 50 000 membres, dont environ 42 000 médecins actifs et 8 000 médecins inactifs.

Pour rappel, le Parlement a voté un amendement, élaboré par le ministère de l'Intérieur, qui supprimait l'obligation d'être membre de la MOK. En conséquence, l'adhésion de tous les anciens membres serait résiliée dans les 30 jours, sauf à déclarer, de manière explicite, le souhait de rester adhérents.

III. Les Hongrois font preuve d'empathie pour les médecins dans leur débat avec les autorités

Selon un sondage de l'Institut Publicus, 95 % des Hongrois sont au courant du conflit qui oppose les médecins et le gouvernement, et 60 % des personnes interrogées soutiennent la cause des soignants. La majorité déclare que l'action des médecins vise à améliorer la sécurité des patients contre 18 %

seulement qui considèrent que la MOK fait preuve d'irresponsabilité et met en danger les soins de santé, comme l'a affirmé aussi le secrétaire d'État à la santé.



Potentiel nationalisation de soins ambulatoires municipaux

La Direction générale nationale des hôpitaux (OKFŐ) a demandé aux municipalités de céder leurs cabinets médicaux spécialisés à l'État dans le cadre de la réforme de santé afin « d'augmenter l'efficacité des tâches de soins spécialisés ambulatoires, de standardiser les parcours des patients et de réduire les temps d'attente ». Actuellement, 136 établissements de soins ambulatoires n'appartiennent pas à l'État.

Le conseil municipal de Budapest a voté contre la nationalisation des soins ambulatoires de la Capitale, à savoir les services de psychiatrie, de gynécologie et deux institutions de soins pour les personnes sans-abris.

Le gouvernement céderait les hôpitaux publics à des fondations d'utilité publique

Selon un projet de loi sur la santé, récemment publié sur le site web du gouvernement, la gestion de six hôpitaux publics régionaux serait confiée à trois Fondations d'utilité publique qui gèrent actuellement les universités de Debrecen, Pécs et Szeged. Le transfert du droit de gestion des hôpitaux s'accompagne du transfert, à titre gratuit, des biens mobiliers et immobiliers correspondants, ainsi que de toutes les dettes et charges des hôpitaux.

La Hongrie réutilise l'application du certificat d'immunité

L'application portable qui a servi de certificat d'immunité numérique à la Covid pendant la pandémie et qui a été téléchargée par environ 2,1 millions de Hongrois a été étendue pour permettre aux utilisateurs de voir leurs ordonnances, la posologie, le volume délivré et la validité. À l'avenir, les utilisateurs pourront également consulter les résultats de leurs tests dans l'application.

Secteur privé

TritonLife ouvre la première unité privée de soins intensifs périnataux de Hongrie

La première unité privée de soins intensifs périnataux agréée de Hongrie est désormais ouverte à l'hôpital privé TritonLife Robert de Budapest, grâce à un investissement de 210 M HUF (560 000 EUR).

TritonLife offre des services hospitaliers et ambulatoires dans 15 sites à travers le pays. L'année dernière, 7 000 interventions chirurgicales ont été réalisées dans ses hôpitaux et les cliniques, tandis que le nombre de consultations médicales a dépassé les 300 000. Le chiffre d'affaires de TritonLife a augmenté de plus de 50 % pour atteindre 17,3 Mds HUF (46,1 M EUR) l'année dernière.

[Avidin investit 305 M HUF \(810 000 EUR\)](#)

Avec un soutien de 153 M HUF (408 000 EUR) de fonds de l'Union européenne et un investissement de 305 M HUF (810 000 EUR), la société *Avidin Kft*, dont le siège se trouve à Szeged (sud de la Hongrie), a élargi son portefeuille de diagnostics avec des solutions hautement sensibles basées sur la technologie de fluorescence.

Dans le cadre de cet investissement, un système solaire photovoltaïque a été installé, de sorte qu'une partie des besoins énergétiques de l'entreprise sera couverte par des sources renouvelables.

Selon les données publiques de l'entreprise, *Avidin Kft* a réalisé un chiffre d'affaires net de 4,7 Mds HUF (12,5 M EUR) en 2021, en hausse de plus de 12 % par rapport à 2020. Le bénéfice après impôt de la société s'est élevé à 1,3 Mds HUF (3,5 M EUR) en 2020 et à 928 M HUF (2,5 M EUR) en 2021.

[Patológiai Innovációs Inkubátor inaugure un centre de recherche de 1,5 Md HUF \(4 M EUR\) à Budapest](#)

Le centre mènera des recherches qui visent à améliorer le diagnostic du cancer grâce à l'intelligence artificielle. L'investissement, qui a permis de créer 20 postes de recherche et développement, a bénéficié d'une aide publique de 190 M HUF (506 000 EUR).

L'entreprise a choisi comme partenaire la société hongroise 3DHISTECH, qui fabrique des microscopes numériques.

[Le Centre de recherche Wigner et ELI-ALPS achève un projet d'accélération de particules](#)

Le Centre de recherche Wigner pour la physique du Réseau de recherche Eötvös Loránd (ELKH) et l'installation de recherche laser ELI-ALPS à Szeged (SE Hongrie) ont achevé un projet de R+D de quatre ans qui porte sur l'accélération de particules. Les résultats de la recherche, financée par une subvention de 282 M HUF (751 000 EUR) de l'Office national de R+D+I, pourraient avoir des applications dans l'industrie et les soins de santé.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional de Varsovie s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.